

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.050/4
DU 28 AVRIL 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 30 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut administratif du militaire qui effectue un engagement volontaire militaire", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Les articles 3, alinéa 2, 11, alinéa 2 ⁽¹⁾, et 14, alinéa 2, du projet font usage de la notion de "règlement arrêté par le ministre".

Le rapport au Roi expose sous l'article 11 :

"Il est d'usage constant, dans les différents aspects du statut des militaires, de renvoyer certaines matières, plus techniques ou devant fréquemment évoluer, à un «règlement arrêté par le ministre», lequel règlement est concerté avec les syndicats du personnel militaire au sein du Haut comité de concertation, conformément au statut syndical instauré par la loi du 11 juillet 1978 .

⁽¹⁾ Sous réserve de l'observation formulée sous cet article.

Ceci permet d'éviter de devoir fixer dans un arrêté (royal ou ministériel) tous les éléments, c'est-à-dire le contenu et la durée du moindre module de formation ainsi que le contenu et la notation du moindre test, de chacune des formations, ce qui est manifestement déraisonnable : des adaptations de ces éléments sont parfois nécessaires : les délais de réalisation d'arrêtés modificatifs iraient à l'encontre des intérêts tant de l'organisation que des candidats".

Pareil argument ne convainc pas compte tenu de la nature réglementaire des dispositions qui sont adoptées par le Ministre et il y a lieu de réitérer une observation déjà formulée par la section de législation, à savoir :

"Cette formule a déjà été critiquée à de nombreuses reprises par la section de législation du Conseil d'État. Elle est ambiguë dans la mesure où elle pourrait être interprétée comme permettant à l'autorité d'adopter un acte normatif échappant aux formalités qui doivent être accomplies pour l'adoption d'un arrêté ministériel" ⁽²⁾.

Or une telle interprétation n'est pas admissible puisqu'elle aboutirait à violer le principe d'égalité, dès lors que tout projet d'arrêté réglementaire doit être soumis à la section de législation du Conseil d'État ⁽³⁾.

Observations particulières

Préambule

À l'alinéa 2, il y a lieu de mentionner les dispositions précises de la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire (ci-après la "loi du 10 janvier 2010"), qui procurent un

⁽²⁾ Voir notamment l'avis 47.774/4, donné le 22 février 2010, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense".

⁽³⁾ Voir l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil État. Le défaut de consultation de la section de législation, en dehors des hypothèses prévues par cet article, expose les dispositions réglementaires adoptées à leur annulation.

fondement juridique à l'arrêté en projet, à savoir les articles 27 ⁽⁴⁾, 29 ⁽⁵⁾, 31 ⁽⁶⁾, 33 ⁽⁷⁾, 34 ⁽⁸⁾, 36 ⁽⁹⁾, 41 ⁽¹⁰⁾, 42 ⁽¹¹⁾, 44 ⁽¹²⁾, 46 ⁽¹³⁾, 47 ⁽¹⁴⁾, 56 ⁽¹⁵⁾ et 57 ⁽¹⁶⁾ de cette loi.

Dispositif

Article 1^{er}

Plusieurs définitions de l'article 1^{er} du projet reproduisent des définitions de la loi du 10 janvier 2010. Tel est le cas des termes "l'EVM", "le militaire EVM", "le postulant", "le postulant EVM", "le candidat EVM" ou encore "le jour ouvrable".

Il est rappelé à cet égard qu'il n'y a pas lieu, dans un arrêté, de reproduire ou de paraphraser des dispositions d'une norme hiérarchiquement supérieure.

Plutôt que de définir à nouveau les termes employés (ce qui pourrait donner l'impression que le Roi est compétent pour définir ces termes et, dès lors, pour modifier

⁽⁴⁾ Pour les articles 3, 4 et 5 du projet.

⁽⁵⁾ Pour l'article 6 du projet.

⁽⁶⁾ Pour les articles 7 à 10 du projet.

⁽⁷⁾ Pour l'article 14 du projet.

⁽⁸⁾ Pour les articles 17 à 19 du projet.

⁽⁹⁾ Pour l'article 16 du projet.

⁽¹⁰⁾ Pour l'article 20 du projet.

⁽¹¹⁾ Pour l'article 21 du projet.

⁽¹²⁾ Pour les articles 22 et 23 du projet.

⁽¹³⁾ Pour les articles 24 et 25 du projet.

⁽¹⁴⁾ Pour l'article 27 du projet.

⁽¹⁵⁾ Pour l'article 28 du projet.

⁽¹⁶⁾ Pour l'article 30 du projet.

la définition qui a été adoptée par le législateur), mieux vaudrait omettre ces définitions ou bien, même si cela n'est pas nécessaire, préciser que les termes employés le sont au sens défini par l'article 23 de la loi du 10 janvier 2010.

Article 8

À l'article 8, alinéa 1^{er}, du projet, il est prévu que le chef de corps doit refuser le rengagement lorsque le militaire concerné n'a pas réussi les épreuves annuelles de base de condition physique.

Interrogé sur le fondement de cette disposition, dès lors que l'article 31 de la loi du 10 janvier 2010 habilite le Roi à fixer la procédure relative aux rengagements, mais non les conditions dans lesquelles ces rengagements peuvent être accordés ou non, l'officier-délégué a donné les explications suivantes :

"La disposition de l'article 8 vise à limiter le pouvoir discrétionnaire du chef de corps quant à la décision de rengagement. En cas d'échec aux TMAP, le chef de corps a une compétence liée et doit refuser le rengagement. L'habilitation de l'article 8 du projet vise l'exécution pratique de la procédure de rengagement en termes concrets. La réussite des épreuves annuelles de base de condition physique (TMAP dans le jargon militaire) est une des mesures concrètes de cette procédure. En effet, la réussite des TMAP n'est pas une mesure spécifique (ou condition) liée au rengagement mais il s'agit d'une obligation imposée à tout militaire, lors de sa formation de base et tout au long de sa carrière. Imposée par ailleurs et hors du cadre strict du rengagement, la réussite des TMAP fait donc partie de la procédure de rengagement".

Indépendamment de la question de savoir si une ou plusieurs normes juridiques imposent bien l'obligation de passer annuellement des épreuves de condition physique, il est par contre certain qu'aucune norme ne prévoit de manière générale l'obligation, pour un militaire EVMI, non pas uniquement de présenter de telles épreuves, mais bien de les réussir pour pouvoir continuer sa carrière. Il y a donc lieu de considérer qu'en prévoyant, à l'article 8, alinéa 1^{er}, du projet, le refus de rengagement dans l'hypothèse où le militaire n'a pas réussi les épreuves annuelles de condition physique, l'arrêté en projet fixe ainsi une condition supplémentaire de rengagement, sans que le Roi n'y soit habilité.

Par conséquent, l'article 8, alinéa 1^{er}, du projet sera modifié afin de ne plus imposer au chef de corps le refus de rengagement lorsque le militaire EVMI n'a pas réussi les épreuves annuelles de condition physique.

Article 10

L'article 10 du projet prévoit notamment que le Ministre détermine le modèle de l'acte d'engagement et que le militaire reçoit un exemplaire de l'acte d'engagement auquel il a souscrit. Or, de telles obligations sont déjà prévues par l'article 28, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 janvier 2010.

L'article 10 sera dès lors modifié afin de ne plus reproduire les obligations qui sont déjà prévues par l'article 28 de la loi précitée.

Articles 11, 12, 13 et 15

Interrogé sur le fondement juridique de ces dispositions qui ont trait à l'organisation des formations, à l'octroi de dispenses ou encore à l'intervention de commissions dans l'appréciation des qualités professionnelles, l'officier-délégué a répondu ce qui suit :

"En application de l'article 25, alinéa 2, de la loi du 10 janvier 2010, les dispositions législatives et réglementaires applicables aux candidats militaires du cadre actif sont également applicables aux candidats EVMI, sauf dérogation/mention contraire. Il s'ensuit notamment que les dispositions suivantes de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif sont également applicables aux candidats EVMI et constituent à ce titre le fondement juridique des articles 11, 12, 13 et 15 du projet : l'article 20 (cycle de formation et conditions à remplir pour réussir la formation), l'article 24, § 5 (dispense) et l'article 24, § 7 (réorientation)".

Selon l'article 25, alinéa 2, de la loi du 10 janvier 2010,

"Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent chapitre, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut, selon le cas, des postulants, des candidats militaires ou des aspirants militaires, sont applicables aux postulants EVMI ou candidats EVMI, selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent".

.../...

Il en résulte que tant la législation que la réglementation existantes en matière de statut des postulants, candidats militaires ou aspirants militaires sont applicables aux postulants ou candidats EVMI, sauf si des dispositions particulières de la loi du 10 janvier 2010 relatives à l'engagement volontaire militaire prévoient des règles incompatibles avec ces dispositions. En l'espèce, cela signifie que les articles 20 et 24 de la loi du 21 décembre 1990 précitée, mais également les dispositions réglementaires qui les exécutent, sont applicables aux candidats EVMI, sauf si la loi du 10 janvier 2010 prévoit des règles qui sont incompatibles avec ces dispositions ou habilite le Roi à prévoir de telles règles. Ce n'est toutefois pas le cas en l'espèce ⁽¹⁷⁾.

À défaut d'habilitation expresse dans la loi du 10 janvier 2010 qui procurerait un fondement aux articles 11, 12, 13 et 15 du projet, ces dispositions doivent être omises.

En effet, elles ne peuvent pas trouver leur fondement dans les articles 20 et 24 de la loi du 21 décembre 1990 puisque, en vertu de l'article 25 de la loi du 10 janvier 2010, ces dispositions sont applicables aux candidats EVMI et qu'elles le sont conjointement avec les arrêtés qui les exécutent. Par contre, les articles 20 et 24 précités ne permettent donc pas au Roi d'adopter des dispositions particulières en la matière pour ce qui concerne les candidats EVMI.

L'article 20, § 2, du projet, qui renvoie "aux dispositions de l'article 12", sera modifié en conséquence.

Article 26

Il ressort de l'article 26 du projet que, dans le cadre d'une demande d'admission prévue par l'article 45 de la loi du 10 janvier 2010, si le chef de corps a procédé à une évaluation négative du militaire EVMI, le dossier peut quand même être transmis pour agrément au DGHR.

⁽¹⁷⁾ Comparer avec l'article 27 de la loi du 10 janvier 2010 pour ce qui concerne les épreuves de sélection.

Or, selon l'article 46, alinéa 1^{er}, 2/, de la loi du 10 janvier 2010, pour pouvoir introduire la demande d'admission prévue par l'article 45 précité, le militaire EVMI doit avoir reçu une évaluation positive de son chef de corps "selon les modalités fixées par le Roi".

Le Roi n'est pas autorisé par cette disposition à déroger à la condition d'obtention d'une évaluation positive mais uniquement à en fixer les modalités (comme il le fait d'ailleurs à l'article 25 du projet). En tant qu'il déroge à l'article 46 de la loi du 10 janvier 2010, l'article 26 du projet doit dès lors être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été rédigé par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.050/4
VAN 28 APRIL 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2010 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het administratief statuut van de militair die een vrijwillige militaire inzet vervult", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

In de artikelen 3, tweede lid, 11, tweede lid ⁽¹⁾, en 14, tweede lid, van het ontwerp wordt gewerkt met het begrip "reglement vastgesteld door de minister".

In het verslag aan de Koning wordt onder artikel 11 het volgende gesteld :

"Het is gebruikelijk om, voor de verschillende aspecten van het statuut van de militairen, bepaalde materies van meer technische aard of die vaak moeten evolueren, te verwijzen naar een "reglement uitgevaardigd door de minister",

⁽¹⁾ Onder voorbehoud van de opmerking die gemaakt wordt onder dat artikel.

reglement dat overlegd wordt met de vakorganisaties van het militair personeel in het Hoog overlegcomité, overeenkomstig het syndicaal statuut ingesteld door de wet van 11 juli 1978.

Zo kan vermeden worden om in een (koninklijk of ministerieel) besluit alle elementen te hoeven bepalen, met name de inhoud en de duur van de kleinste vormingsmodule, evenals de inhoud en de beoordeling van de kleinste test, van alle vormingen, wat kennelijk onredelijk zou zijn wijzigingen van deze elementen zijn soms noodzakelijk : de termijnen voor het realiseren van wijzigingsbesluiten zouden ingaan tegen het belang van zowel de organisatie als van de kandidaten".

Een zodanig argument is niet overtuigend gelet op de reglementaire aard van de bepalingen die door de minister worden vastgesteld; de volgende opmerking, die de afdeling Wetgeving reeds heeft gemaakt, dient te worden herhaald :

"De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk kritiek uitgebracht op deze formule. Ze is dubbelzinnig doordat ze zo geïnterpreteerd kan worden dat ze de overheid toestaat een regelgevende handeling te stellen waarop de vormvoorschriften die voor het uitvaardigen van een ministerieel besluit vervuld moeten zijn, niet van toepassing zijn" ⁽²⁾.

Zo'n interpretatie is evenwel niet aanvaardbaar omdat ze ertoe zou leiden dat het gelijkheidsbeginsel wordt geschonden, aangezien elk ontwerp van reglementair besluit moet worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State ⁽³⁾.

⁽²⁾ "Zie onder meer advies 47.774/4, op 22 februari 2010 verstrekt over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van landsverdediging".

⁽³⁾ Zie artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Behoudens de in dat artikel bepaalde gevallen, bestaat het gevaar dat de vastgestelde reglementaire bepalingen worden vernietigd indien het advies van de afdeling Wetgeving niet is ingewonnen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het tweede lid dient te worden vermeld welke nauwkeurig vermelde bepalingen van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van diverse wetten van toepassing op het militair personeel (hierna "de wet van 10 januari 2010") rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, te weten de artikelen 27 ⁽⁴⁾, 29 ⁽⁵⁾, 31 ⁽⁶⁾, 33 ⁽⁷⁾, 34 ⁽⁸⁾, 36 ⁽⁹⁾, 41 ⁽¹⁰⁾, 42 ⁽¹¹⁾, 44 ⁽¹²⁾, 46 ⁽¹³⁾, 47 ⁽¹⁴⁾, 56 ⁽¹⁵⁾ en 57 ⁽¹⁶⁾ van deze wet.

-
- (4) Voor de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp.
- (5) Voor artikel 6 van het ontwerp.
- (6) Voor de artikelen 7 tot 10 van het ontwerp.
- (7) Voor artikel 14 van het ontwerp.
- (8) Voor de artikelen 17 tot 19 van het ontwerp.
- (9) Voor artikel 16 van het ontwerp.
- (10) Voor artikel 20 van het ontwerp.
- (11) Voor artikel 21 van het ontwerp.
- (12) Voor de artikelen 22 en 23 van het ontwerp.
- (13) Voor de artikelen 24 en 25 van het ontwerp.
- (14) Voor artikelen 27 van het ontwerp.
- (15) Voor artikel 28 van het ontwerp.
- (16) Voor artikel 30 van het ontwerp.

.../...

Dispositief

Artikel 1

Verscheidene definities in artikel 1 van het ontwerp nemen definities over van de wet van 10 januari 2010. Zulks is het geval met de termen "de EVMI", "de militair EVMI", "de sollicitant", "de sollicitant EVMI", "de kandidaat-EVMI" en "de werkdag".

In dat verband zij erop gewezen dat er geen reden is om in een besluit bepalingen van rechtsregels van een hogere rangorde over te nemen of te parafraseren.

In plaats van de gebezigde termen opnieuw te definiëren (wat de indruk zou kunnen wekken dat de Koning bevoegd is om die termen te definiëren, en bijgevolg de door de wetgever vastgestelde definitie te wijzigen), zou het beter zijn deze definities weg te laten of, hoewel zulks niet noodzakelijk is, te preciseren dat de termen gebezigd worden in de zin bepaald in artikel 23 van de wet van 10 januari 2010.

Artikel 8

In artikel 8, eerste lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de korpscommandant de wederdienstneming moet weigeren wanneer de betrokken militair niet geslaagd is voor de "jaarlijkse basisproeven van fysieke conditie".

Op de vraag naar de grondslag van deze bepaling, daar artikel 31 van de wet van 10 januari 2010 de Koning immers machtigt om de procedure vast te stellen inzake de wederdienstnemingen, doch niet de voorwaarden waaronder deze wederdienstnemingen al dan niet kunnen worden toegestaan, heeft de gemachtigd officier de volgende uitleg verstrekt :

"La disposition de l'article 8 vise à limiter le pouvoir discrétionnaire du chef de corps quant à la décision de rengagement. En cas d'échec aux TMAP, le chef de corps a une compétence liée et doit refuser le rengagement. L'habilitation de l'article 8 du projet vise l'exécution pratique de la procédure de rengagement en termes concrets. La réussite des épreuves annuelles de base de condition physique (TMAP dans le jargon militaire) est une des mesures concrètes de cette procédure. En effet, la réussite des TMAP n'est pas une mesure spécifique (ou condition) liée au rengagement mais il s'agit d'une obligation imposée à tout militaire, lors de sa

.../...

formation de base et tout au long de sa carrière. Imposée par ailleurs et hors du cadre strict du rengagement, la réussite des TMAP fait donc partie de la procédure de rengagement".

Los van de vraag of een of meer rechtsnormen de verplichting opleggen om jaarlijks testen over de fysieke conditie af te leggen, staat het daarentegen vast dat geen enkele norm voorziet in de algemene verplichting voor een militair EVMI om zulke testen af te leggen, en ook niet om daarin te slagen om zijn loopbaan te kunnen voortzetten. Er dient dus vanuit te worden gegaan dat het ontworpen besluit, door in artikel 8, eerste lid, ervan te bepalen dat de wederdienstneming wordt geweigerd in het geval dat de militair niet geslaagd is voor de jaarlijkse testen over de fysieke conditie, zodoende een bijkomende voorwaarde oplegt voor de wederdienstneming, zonder dat de Koning daartoe gemachtigd is.

Artikel 8, eerste lid, van het ontwerp moet bijgevolg worden gewijzigd om de korpscommandant niet meer te verplichten de wederdienstneming te weigeren wanneer de militair EVMI niet geslaagd is voor de jaarlijkse testen over de fysieke conditie.

Artikel 10

Artikel 10 van het ontwerp bepaalt onder meer dat minister het model van de dienstnemingsakte vaststelt en dat de militair een exemplaar ontvangt van de dienstnemingsakte die hij heeft onderschreven. Artikel 28, eerste lid, van de wet van 10 januari 2010 voorziet evenwel reeds in zulke verplichtingen.

Artikel 10 moet bijgevolg worden gewijzigd opdat de verplichtingen waarin artikel 28 van de voormelde wet reeds voorziet niet nogmaals worden vermeld.

Artikelen 11, 12, 13 en 15

Op de vraag naar de rechtsgrond van deze bepalingen die betrekking hebben op de organisatie van de opleidingen, het verlenen van vrijstellingen of nog het optreden van commissies bij de beoordeling van de beroepsbekwaamheden, heeft de gemachtigd officier het volgende geantwoord :

"En application de l'article 25, alinéa 2, de la loi du 10 janvier 2010, les dispositions législatives et réglementaires applicables aux candidats militaires du cadre actif sont également applicables aux candidats EVMI, sauf dérogation/mention contraire. Il s'ensuit notamment que les dispositions suivantes de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif sont également applicables aux candidats EVMI et constituent à ce titre le fondement juridique des articles 11, 12, 13 et 15 du projet : l'article 20 (cycle de formation et conditions à remplir pour réussir la formation), l'article 24, § 5 (dispense) et l'article 24, § 7 (réorientation)".

Artikel 25, tweede lid, van de wet van 10 januari 2010 luidt als volgt :

"Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van dit hoofdstuk zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut, naargelang het geval, van de sollicitanten, van de kandidaat-militairen of van de aspirant-militairen van toepassing op de sollicitanten EVMI of de kandidaten-EVMI, naargelang de personeelscategorie waartoe ze behoren".

Daaruit volgt dat zowel de bestaande wetgeving als de bestaande regelgeving inzake het statuut van de sollicitanten, de kandidaat-militairen of de aspirant-militairen van toepassing zijn op de sollicitanten EVMI of de kandidaten EVMI, tenzij bijzondere bepalingen van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel regels vaststellen die onverenigbaar zijn met deze bepalingen. In casu betekent zulks dat de artikelen 20 en 24 van de voormelde wet van 21 december 1990, maar ook de verordeningsbepalingen ter uitvoering daarvan, van toepassing zijn op de kandidaten EVMI, tenzij de wet van 10 januari 2010 regels vaststelt die onverenigbaar zijn met deze bepalingen of de Koning machtigt in zulke regels te voorzien. Zulks is in casu evenwel niet het geval ⁽¹⁷⁾.

⁽¹⁷⁾ Vergelijk met artikel 27 van de wet van 10 januari 2010 voor wat de selectietesten betreft.

Bij gebrek aan uitdrukkelijke machtiging in de wet van 10 januari 2010 die rechtsgrond zou verlenen aan de artikelen 11, 12, 13 en 15 van het ontwerp, moeten deze bepalingen vervallen.

Ze kunnen immers geen rechtsgrond ontlelen aan de artikelen 20 en 24 van de wet van 21 december 1990, aangezien deze bepalingen, krachtens artikel 25 van de wet van 10 januari 2010, van toepassing zijn op de kandidaten EVMI en zulks samen met de besluiten ter uitvoering ervan. De voormelde artikelen 20 en 24 daarentegen stellen de Koning dus niet in staat bijzondere bepalingen uit te vaardigen in dezen voor de kandidaten EVMI.

Artikel 20, § 2, van het ontwerp, dat verwijst naar "de bepalingen van artikel 12", moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikel 26

Uit artikel 26 van het ontwerp blijkt dat indien de korpscommandant, in het kader van een aanvraag tot opname als bedoeld in artikel 45 van de wet van 10 januari 2010, de militair EVMI een negatieve beoordeling heeft gegeven, het dossier toch voor goedkeuring kan worden toegezonden aan de DGHR.

Volgens artikel 46, eerste lid, 2/, van de wet van 10 januari 2010 moet de militair EVMI, wil hij een aanvraag tot opname als bedoeld in voormeld artikel 45 kunnen indienen, evenwel een positieve beoordeling hebben gekregen van zijn korpscommandant "volgens de nadere regels bepaald door de Koning".

De Koning wordt bij deze bepaling niet gemachtigd om af te wijken van de voorwaarde inzake het verkrijgen van een positieve beoordeling, doch alleen om daarvan de nadere regels vast te stellen (zoals trouwens in artikel 25 van het ontwerp geschiedt). In zoverre artikel 26 van het ontwerp afwijkt van artikel 46 van de wet van 10 januari 2010, moet het bijgevolg vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY